

# L'entreprise en difficulté en France

## La fracture économique



**Conférence de presse**  
**18 mars 2014**

# Sommaire

- L'entreprise en difficulté en France en 2013
  - Méthodologie
  - Synthèse de l'étude 2013
  - Analyse des procédures amiables et collectives (2009-2013)
- Perspectives 2014
- Questions / Réponses

# Méthodologie

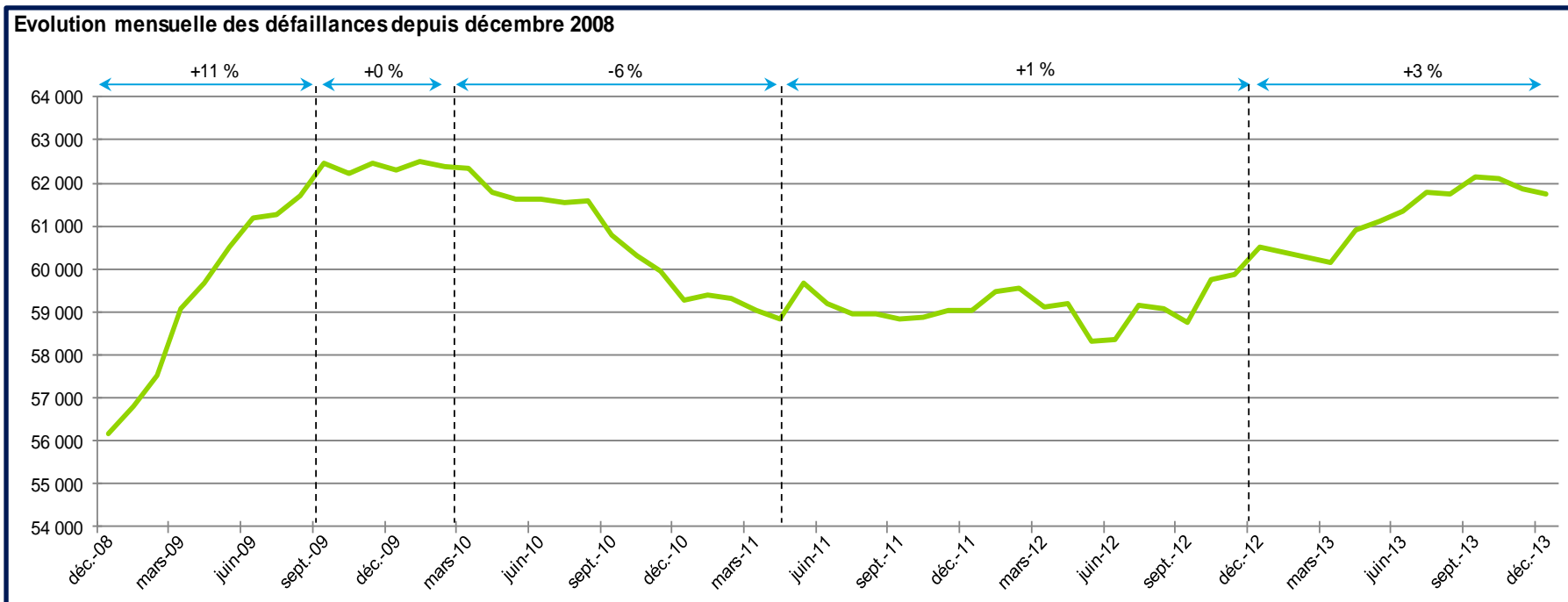
# Méthodologie

- ▶ Etude réalisée par Deloitte, en collaboration avec Altares, au cours des mois de janvier et février 2014
  - Altares a collecté l'ensemble des jugements concernant les homologations de conciliations et les procédures collectives auprès des greffes des Tribunaux de commerce ou des chambres commerciales des tribunaux d'instance ou de grande instance
  - Deloitte a interrogé un échantillon de quinze tribunaux de commerce ou chambres commerciales de tribunaux de grande instance (Aix-en-Provence, Bobigny, Bordeaux, Créteil, Lille, Lyon, Meaux, Montpellier, Nanterre, Nantes, Nice, Paris, Strasbourg, Toulouse et Versailles) sur leur activité en matière de traitement amiable
  - Deloitte a interrogé les représentants d'établissements de crédit (BNPP, Banque Palatine, Crédit du Nord, Crédit Agricole IDF, Caisse d'Epargne) et des experts du traitement des difficultés des entreprises.
  
- ▶ Les objectifs de l'étude :
  - Analyser les causes des difficultés des entreprises
  - Analyser l'origine des dossiers de prévention instruits par les tribunaux, et le volume d'ouverture de procédures amiables rendues entre 2009 et 2013
  - Analyser les ouvertures de procédures collectives sur les 5 dernières années pour en tirer des enseignements par :
    - *secteurs d'activité*
    - *âge*
    - *taille (chiffre d'affaires et nombre de salariés)*
    - *région*

# Synthèse

# Une hausse de 3% des défaillances en 2013, qui s'étend à tous les secteurs de l'économie

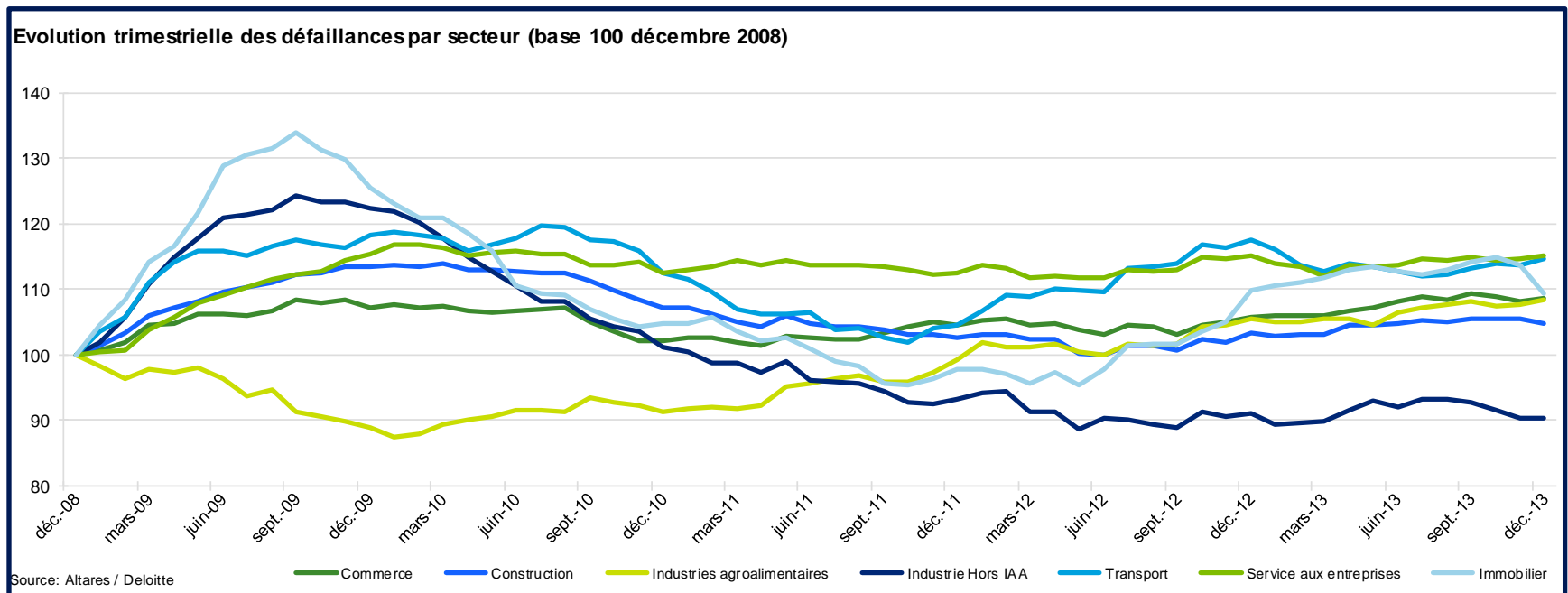
- ▶ Plus de 63 100 entreprises ont déposé en 2013 une déclaration de cessation de paiement, contre 61 300 en 2012, soit une hausse de 3% par rapport à 2012
- ▶ Cette augmentation du nombre de défaillances vient placer l'année 2013 au même niveau que l'année 2009, alors que les statistiques étaient retombées aux alentours de 59 000 défaillances par an depuis 2010.



Source: Altares / Deloitte

# Une hausse de 3% des défaillances en 2013, qui s'étend à tous les secteurs de l'économie

- ▶ Les 60 000 défaillances enregistrées en 2012 masquaient en réalité une forte augmentation sur la fin de l'année qui s'est confirmée au cours du 1er trimestre 2013 puis s'est amplifiée sur le restant de l'année.
- ▶ Cette évolution défavorable s'est trouvée progressivement étendue à la quasi-totalité des secteurs de l'économie : les transports, le bâtiment, les services, la distribution, l'industrie agro alimentaire, les secteurs dépendant de la consommation des ménages...



# Procédures amiables (2009-2013)

Evolution sur un échantillon de quinze tribunaux



- ▶ Le recours aux procédures de traitement amiable continue de croître à un rythme élevé (+24% par rapport à 2012), confirmant l'intérêt de l'anticipation des difficultés. Ce niveau, historiquement élevé, dépasse celui atteint au plus fort de la crise (+4% par rapport à 2009).
- ▶ On observe en 2013, du fait d'une nette progression des ouvertures de conciliations (+38% par rapport à 2012) une part de conciliations plus importante que celle des mandats ad hoc (52% contre 48% vs 47% contre 53% en 2012)
- ▶ L'augmentation du nombre de conciliations est aussi le fait de l'augmentation du nombre de mandats ad hoc, ces derniers se trouvant parfois suivis d'une procédure de conciliation permettant l'homologation des protocoles d'accord.
- ▶ On assiste parallèlement à une augmentation des ouvertures directes de conciliation, procédure limitée dans le temps par rapport au mandat ad hoc.
- ▶ La prévention réaffirme son efficacité, même si ce sont essentiellement les entreprises de taille importante qui y ont recours, de nombreuses TPE et PME ignorant ces dispositifs : 78% des entreprises ont bénéficié d'un accord d'homologation dans le cadre de l'ouverture d'une procédure de conciliation.



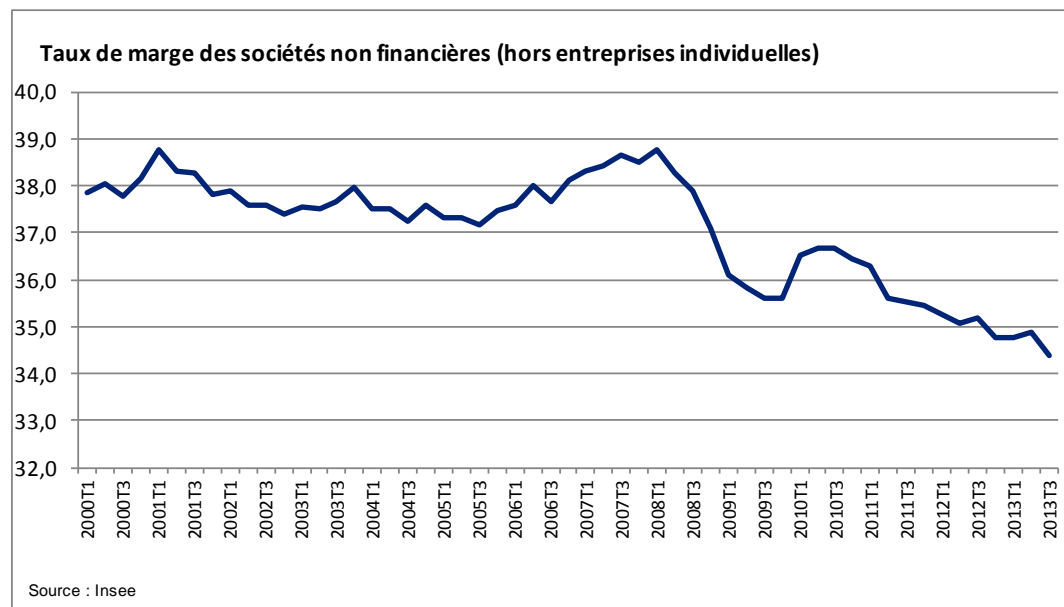
# Un nombre de défaillances toujours aussi important sur les entreprises de taille significative

- ▶ Les entreprises de taille importante ne sont pas épargnées. On note depuis 2012 l'ouverture de procédures collectives pour le compte de groupes très significatifs :
  - ▶ Doux, Néo Sécurité, Anovo, ou Petroplus en 2012 ;
  - ▶ Continental Nutrition, Virgin Stores, Fagor Brandt, Mory Ducros ou Kem One, s'agissant des défaillances les plus significatives en 2013.
- ▶ S'agissant des entreprises de plus de 50 M€ de chiffre d'affaires : on recense en 2013 l'ouverture de 10 sauvegardes et de 22 redressements judiciaires, soit 32 défaillances (contre 37 en 2012) ; ce chiffre est à comparer aux 15 à 17 défaillances par an qui étaient enregistrés jusqu'en 2009 pour les entreprises de cette taille.
- ▶ Au total, les 63 100 défaillances de 2013 ont touché 575 entreprises de plus de 50 salariés, soit une poursuite de l'augmentation entamée en 2012 et 2011 avec respectivement 562 et 513 défaillances.
- ▶ 99% des défaillances concernent des entreprises de moins de 50 salariés.

# Illustration des difficultés des entreprises

## Un recul des marges pour la troisième année consécutive

- ▶ La reprise de la croissance reste limitée pour la zone Euro et en particulier en France. Les entreprises en pâtissent avec des niveaux d'activité et de rentabilité qui restent modestes.
- ▶ La recrudescence de la sinistralité est la résultante d'une situation de fragilité grandissante dans laquelle se retrouvent aujourd'hui bon nombre d'entreprises.
- ▶ Leur taux de marge en témoigne, en recul pour la troisième année consécutive, mettant un nombre grandissant d'entreprises dans des situations de rentabilité insuffisantes (données INSEE pour les sociétés non financières et hors entreprises individuelles).



# Encours de crédit aux entreprises

- La situation du crédit ne s'est pas dégradée en France en 2013. Les données de la Banque de France, tant sur les crédits d'investissement que sur les crédits de trésorerie, confirment que les banques françaises continuent d'assurer le financement de l'économie dans des proportions croissantes.

**Encours de crédits aux entreprises résidentes (dont entrepreneurs individuels) par catégorie de crédits et taille d'entreprises**

Encours en milliards d'euros, taux en %	Nombre d'entreprises	Crédits mobilisés		Crédits mobilisés et mobilisables	
		Encours	TC annuel	Encours	TC annuel
	<i>Déc. 13</i>	<i>Déc. 13</i>	<i>Déc. 13/ Déc. 12</i>	<i>Déc. 13</i>	<i>Déc. 13/ Déc. 12</i>
PME	1 095 901	361,6	0,5%	413,3	1,4%
ETI	4 827	220,3	(1,4%)	273,9	0,1%
GE	224	81,5	(5,6%)	215,6	(0,7%)
<b>Ensemble</b>	<b>1 100 952</b>	<b>663,4</b>	<b>(0,9%)</b>	<b>902,8</b>	<b>0,5%</b>
Divers SCI	493 786	144,4	5,9%	152,5	0,6%
<b>Total</b>	<b>1 594 738</b>	<b>807,8</b>	<b>0,3%</b>	<b>1 055,3</b>	<b>1,3%</b>

Note : 1/ les taux de croissance (TC) annuels sont calculés à partir des données brutes.

2/ Entreprises ayant contracté un crédit de plus de 25 000 euros auprès d'un établissement de crédit français.

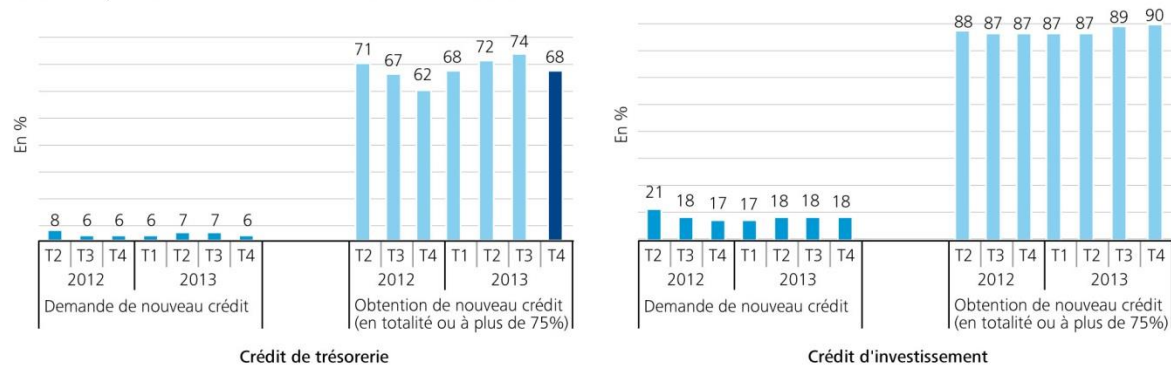
Source : Banque de France, direction des entreprises, données disponibles fin janvier 2014

# Demande et obtention de nouveaux crédits par les PME

- ▶ Les banques rappellent aussi que les conditions d'octroi de crédit n'ont pas été modifiées. Cette situation se trouve confirmée par les données de la Banque de France avec :
  - ▶ Une proportion stable de PME qui formulent des demandent de crédit ;
  - ▶ Une proportion plutôt croissante d'entre elles dont les nouveaux crédits sont obtenus.

## Demande et obtention de nouveaux crédits par les PME\*

% des PME ayant fait une demande de nouveau crédit et % d'obtention



Note : (\*) hors utilisation de lignes de crédit obtenues précédemment, PME autonome en décision en matière de crédit

Source : enquête trimestrielle de la Banque de France

# Un tissu économique qui présente des signes de fracture

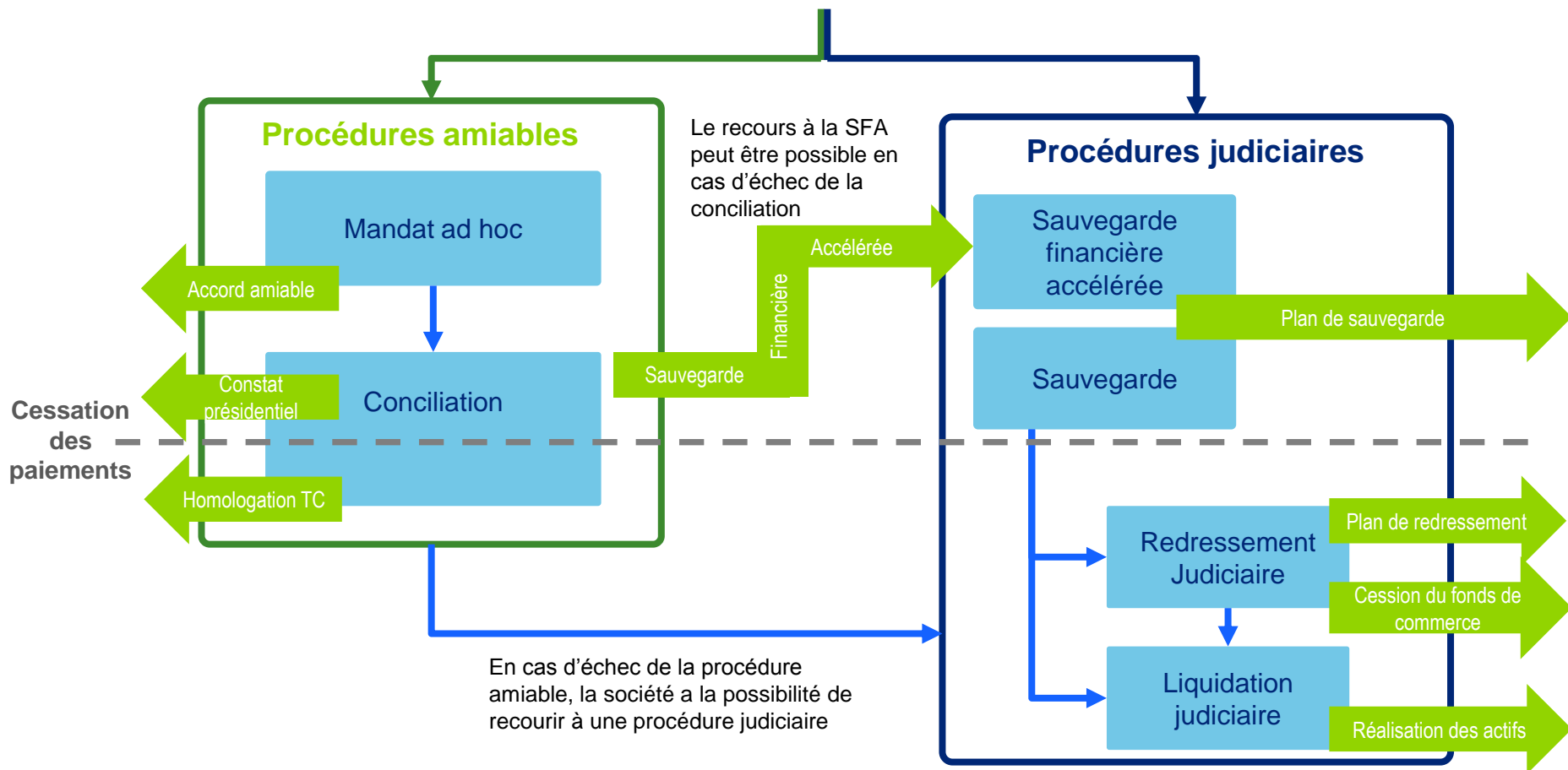
- ▶ Alors que la récession semble derrière nous et qu'on anticipe une reprise des investissements en 2014, le nombre d'entreprises qui rencontrent des difficultés et des tensions va grandissant : la reprise du nombre de défaillances, mais aussi l'augmentation sensible du nombre de dossiers pour lesquels la Médiation du Crédit est sollicitée, le confirment.
- ▶ On note une forme de dichotomie. Elle ne se fonde pas sur des secteurs d'activités ou des tailles d'entreprise mais s'instaure entre :
  - ▶ d'une part, des entreprises qui adaptent leur organisation, continuent à investir, à innover, à exporter (c'est le cas de 30% des PME) et qui investissent. Pour beaucoup, elles ont pu opérer des ajustements et s'adapter à la baisse des volumes...
  - ▶ d'autre part, des entreprises qui rencontrent des difficultés grandissantes. Elles n'ont généralement pas pu s'adapter à la baisse des volumes (ou l'ont fait dans des proportions insuffisantes), à l'évolution des modes de consommation... La Banque de France précise que 20% des PME françaises présentaient en 2012 des capacités d'autofinancement négatives. Une proportion qui continuait l'an dernier d'augmenter. Une partie du tissu économique se trouve aujourd'hui distancée.
- ▶ Quelles perspectives pour ces deux catégories ?

# Analyse des procédures amiables et collectives (2009-2013)

# Rappel des procédures amiables et collectives

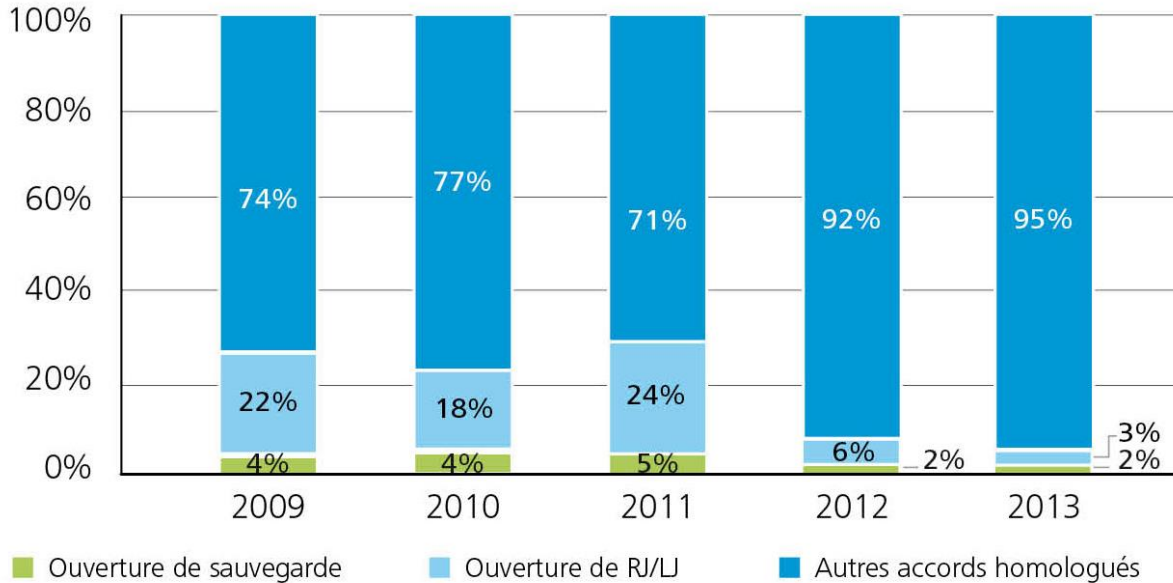
Loi de Sauvegarde du 26 juillet 2005 modifiée par l'ordonnance du 18 décembre 2008

## Cadre juridique du traitement des difficultés



# Efficacité des conciliations homologuées

Issues des homologations d'accords de conciliation (2009-2013)



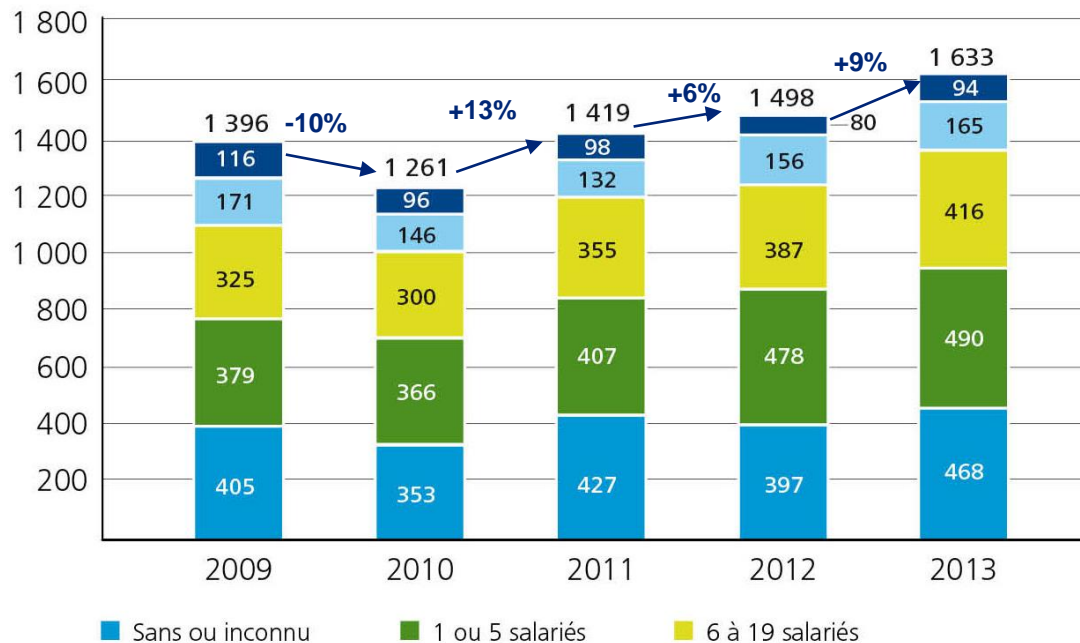
Source : Altares / Deloitte

- ▶ Sur la base de l'échantillon, et depuis les cinq dernières années, 1 483 procédures de conciliation ont fait l'objet d'une homologation d'accord (78% des conciliations ouvertes, en recul de 4% par rapport à la période 2008-2012)
- ▶ Sur la période 2008-2012, 23% des conciliations homologuées ont finalement débouché sur l'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire directe (-4% par rapport à la période 2007-2011).



# Sauvegardes (2009-2013)

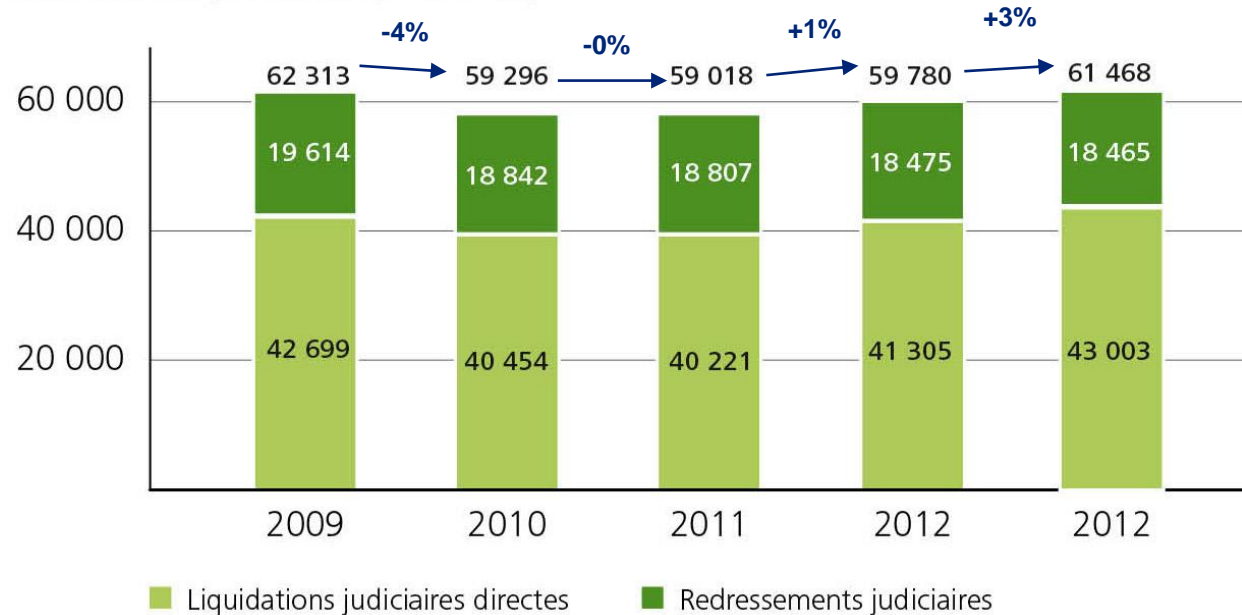
## Ouvertures de procédures (2009-2013)



- ▶ En 2013, 1 633 procédures de sauvegarde ont été ouvertes (+9% par rapport à 2012), en progression constante depuis 2011
- ▶ La sauvegarde reste l'apanage des petites entreprises des secteurs du commerce (24%, soit près d'une procédure sur cinq) et des services (32%, soit près d'une procédure sur trois). Elle représente malgré tout à peine 3% de l'ensemble des procédures collectives.
- ▶ La sauvegarde représente 17% de jugements d'ouverture de procédures collectives des entreprises de plus de 50 salariés.
- ▶ 49% des procédures de sauvegarde, soit près d'une procédure sur deux, débouchent sur un plan de sauvegarde après un délai moyen de période d'observation de 13 mois, quand 18% d'entre elles conduisent à un redressement judiciaire et 28% à une liquidation.
- ▶ Le taux de réussite d'un plan de sauvegarde avoisine les 63% quand celui d'un plan de continuation ou d'un plan de cession reste inférieur à 30%.

# Redressements et liquidations judiciaires (2009-2013) – 1/3

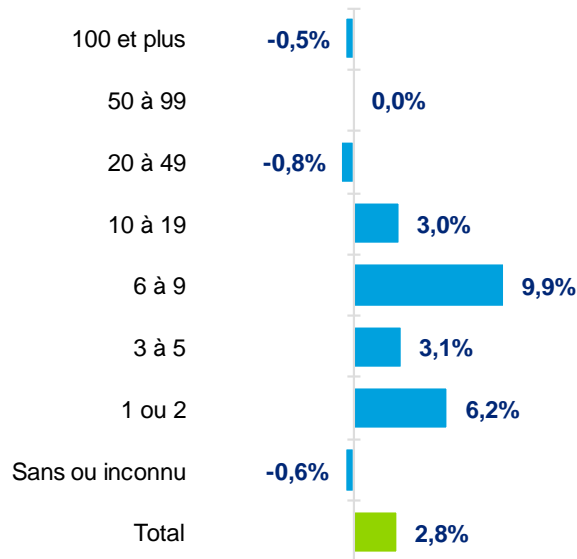
Ouvertures de procédures (2009-2013)



- ▶ Le niveau des défaillances est reparti à la hausse en 2013, combinant une stabilité des redressements judiciaires (18 465 jugements d'ouverture contre 18 475 en 2012) et une augmentation des liquidations judiciaires directes (+4%).
- ▶ On note également une certaine stabilité dans les défaillances des entreprises de plus de 50 salariés pour lesquelles la progression des redressements judiciaires (+3% par rapport à 2012) se voit contrebalancée par un net recul des liquidations judiciaires (-10%).
- ▶ Les liquidations judiciaires directes constituent toujours plus des deux tiers des défaillances enregistrées, sous l'effet d'une prédominance de très jeunes et petites entreprises qui, du fait de leur vulnérabilité, sont les plus impactées.
- ▶ L'analyse des suites des procédures de redressement judiciaire ouvertes au cours de la période 2009-2013 montre qu'une solution, sous forme de plan de redressement ou de plan de cession est trouvée dans près de 29% de cas (contre 27% en 2012).

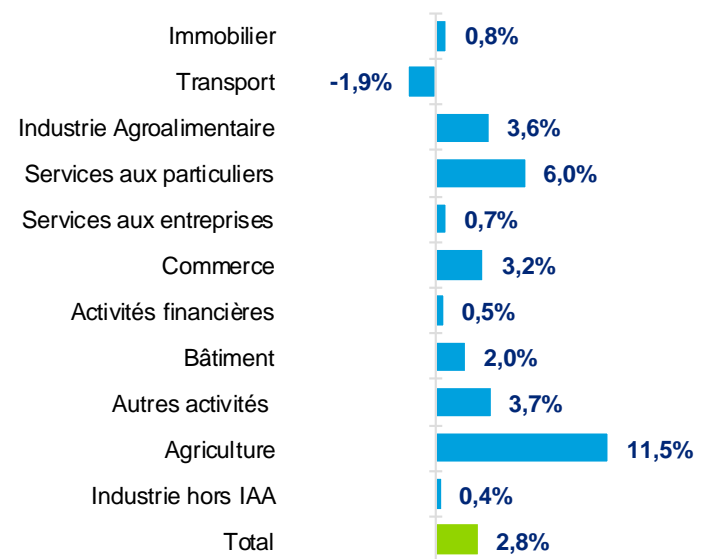
# Redressements et liquidations judiciaires (2009-2013) – 2/3

Evolution des défaillances par tranche d'effectif (2012-2013)



Source: Altares / Deloitte

Evolution des défaillances par activité (2012-2013)

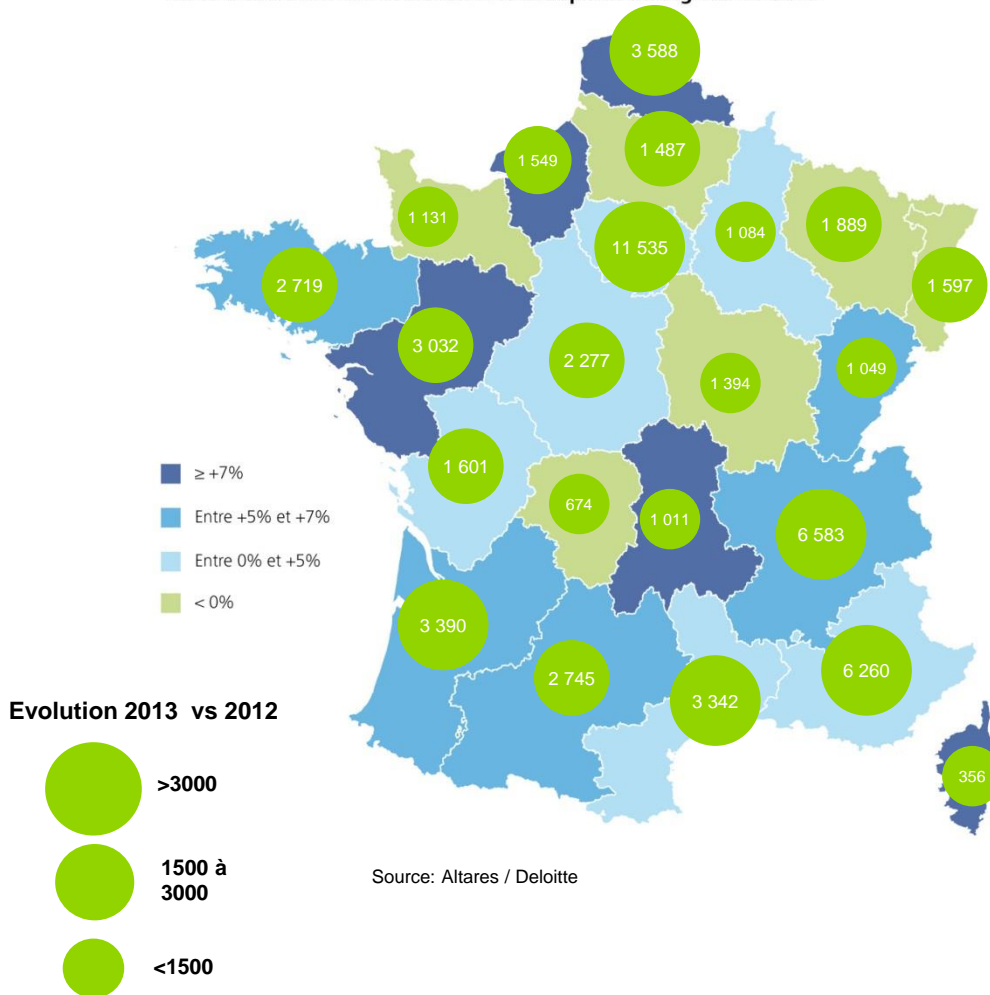


Source: Altares / Deloitte

- ▶ On observe une relative stabilité du nombre de défaillances d'entreprises de plus de 50 salariés qui fait suite à une forte augmentation intervenue en 2012 (+18%).
- ▶ En 2013, la hausse a plus particulièrement impacté l'agriculture (+12%) et l'industrie agroalimentaire (+4%) ainsi que le commerce (+3%) et les services aux particuliers (+6%). Le recul du nombre de défaillances constaté en 2013 pour le secteur du transport faisait suite à une forte augmentation constatée en 2012 (+13%).
- ▶ Le secteur de la construction, stable depuis plusieurs années en nombre de défaillances, est désormais impacté (+2%).

# Redressements et liquidations judiciaires (2009-2013) – 3/3

Carte d'évolution des défaillances d'entreprises en régions en 2013



- ▶ L'essentiel du volume des défaillances se concentre en Ile-de-France (19% du total), en Rhône-Alpes (11%), et en Provence-Alpes-Côte d'Azur (10%).
- ▶ Le niveau de défaillances est en forte augmentation en Haute Normandie (+13%), dans les Pays de la Loire (+12%), en Corse (+11%), en Auvergne (+9%) et dans le Nord Pas de Calais (+7%).
- ▶ Un recul du nombre de dossiers est à remarquer en Picardie (-13%) mais aussi en Basse Normandie (-5%), en Lorraine (-4%), dans le Limousin (-3%) et en Bourgogne (-2%).

# Perspectives 2014

## Un début d'année 2014 tendu pour les microentreprises

données pour janvier-février arrêtées au 10 mars

# 11 400 ouvertures

de sauvegardes, RJ ou LJ directes sur les 2<sup>ers</sup> mois 2014 (+3,7 %)

### Nombre de RJ, LJ directes ou Sauvegardes

				Vs N-1
	2012	2013	2014	
LJ Directes	7 663	7 659	7 913	3,3%
RJ	3 252	3 090	3 162	2,3%
Sauvegardes	262	255	332	30,2%
<b>TOTAL</b>	11 177	11 004	11 407	3,7%

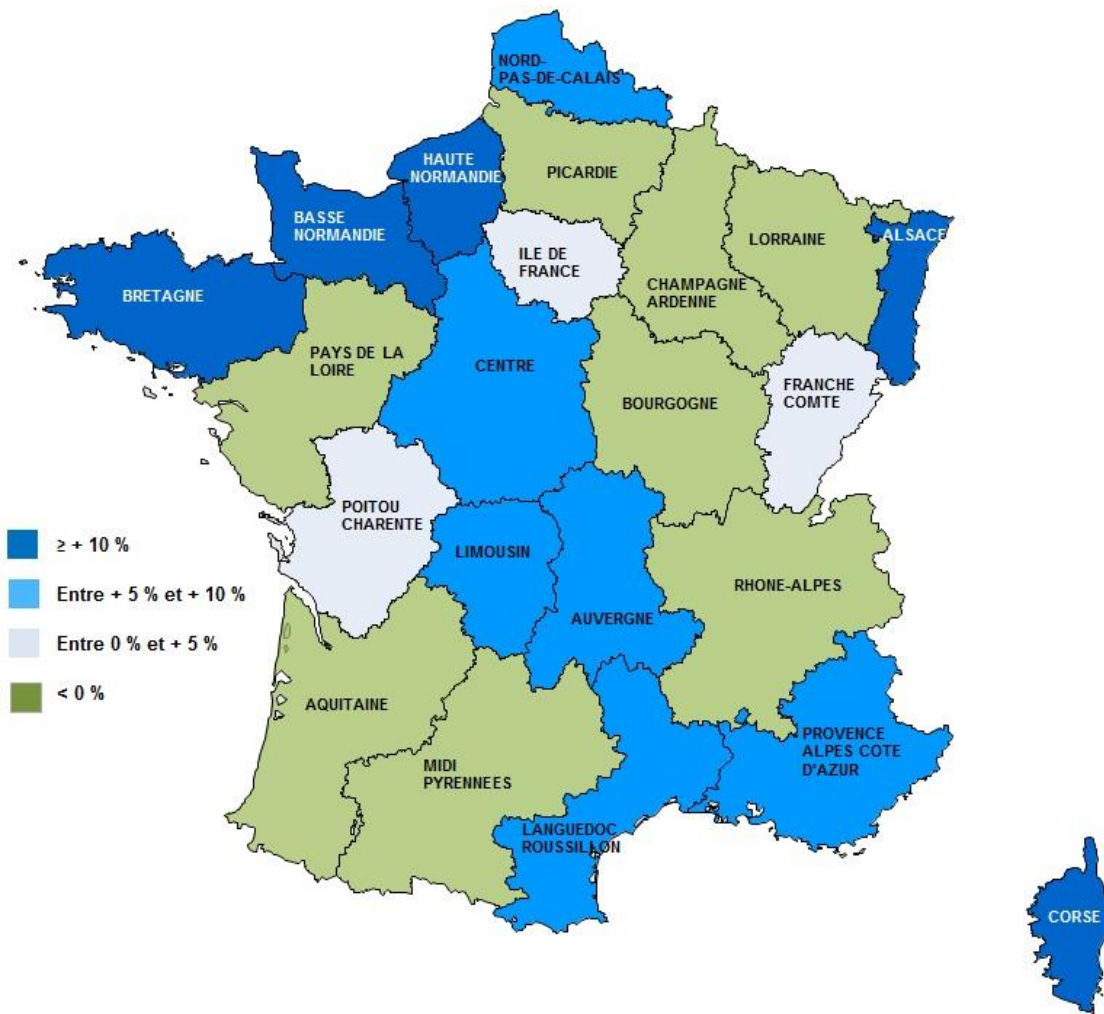
données pour janvier-février arrêtées au 10 mars

	Nombre de RJ, LJ directes			Vs N-1
	2012	2013	2014	
sans salarié	4 662	4 074	4 639	13,9%
1 à 5 salariés	4 717	5 059	4 936	-2,4%
6 à 19 salariés	1 232	1 237	1 244	0,6%
20 à 99 salariés	268	250	230	-8,0%
100 salariés et plus	36	39	26	-33,3%
<b>TOTAL</b>	<b>10 915</b>	<b>10 749</b>	<b>11 075</b>	<b>3,0%</b>

données pour janvier-février arrêtées au 10 mars

		Nombre de RJ, LJ directes			Vs N-1
		2012	2013	2014	
Construction	< 10 salariés	2 525	2 519	2 544	1,0%
	10 salariés et plus	220	218	198	-9,2%
	<b>Total</b>	<b>2 745</b>	<b>2 737</b>	<b>2 742</b>	<b>0,2%</b>
Commerce	< 10 salariés	2 419	2 429	2 515	3,5%
	10 salariés et plus	83	103	110	6,8%
	<b>Total</b>	<b>2 502</b>	<b>2 532</b>	<b>2 625</b>	<b>3,7%</b>
Industrie	< 10 salariés	722	688	655	-4,8%
	10 salariés et plus	155	139	139	0,0%
	<b>Total</b>	<b>877</b>	<b>827</b>	<b>794</b>	<b>-4,0%</b>
Services	< 10 salariés	4 093	3 981	4 239	6,5%
	10 salariés et plus	321	280	275	-1,8%
	<b>Total</b>	<b>4 414</b>	<b>4 261</b>	<b>4 514</b>	<b>5,9%</b>





	Nombre de RJ, LJ directes			Vs N-1
	2012	2013	2014	
	<span style="color:red">●</span>	<span style="color:gray">○</span>	<span style="color:gray">○</span>	
Basse-Normandie	237	188	237	26,1%
Alsace	295	306	362	18,3%
Haute-Normandie	230	252	296	17,5%
Bretagne	496	468	525	12,2%
	<span style="color:gray">○</span>	<span style="color:gray">○</span>	<span style="color:green">●</span>	
Rhône-Alpes	1133	1249	1209	-3,2%
Midi-Pyrénées	501	498	482	-3,2%
Picardie	316	278	267	-4,0%
Pays-de-la Loire	490	608	583	-4,1%
Lorraine	274	296	279	-5,7%
Champagne	198	204	175	-14,2%

données pour janvier-février arrêtées au 10 mars

# Questions / Réponses



## Vincent Batlle

### Associé Financial Advisory responsable du pôle Transactions chez Deloitte

Expert-comptable, titulaire d'un MBA de l'INSEAD et diplômé de l'ICN, Vincent Batlle a une expérience de près de 20 ans dans le conseil financier. Il est intervenu sur plusieurs centaines d'opérations de Fusions & Acquisitions, financements, refinancements, levées de fonds ou introductions en bourse auprès d'acteurs de toute taille, français ou internationaux, principalement dans les secteurs de l'industrie, de l'énergie et des télécoms. Vincent Batlle a commencé sa carrière en 1992 dans un grand cabinet d'audit. En 1997, il intègre le bureau de New York où il conseille des fonds d'investissements sur des acquisitions aux Etats-Unis et au Canada. Après son MBA, Vincent rentre à Paris et rejoint la ligne de service Transaction Services où il est promu associé. Il rejoint Deloitte en 2006 comme Associé pour accélérer le développement du segment Private Equity. Il est intervenu également depuis 2008 sur de grands dossiers de restructuration, à la fois en France et à l'étranger. Vincent est responsable des activités Transaction Services, M&A, Debt & Capital advisory et Reorganisation Services.



## Guillaume Bouclier

### Associé Financial Advisory Restructuring Services chez Deloitte

Guillaume a débuté sa carrière en intégrant le cabinet Deloitte en 1998.

Après 3 ans à l'audit, il a rejoint le département Corporate Finance en 2001 à Paris et Lyon jusqu'en 2004 puis à Londres entre 2004 et 2007. Guillaume a rejoint en 2007 la ligne de service Restructuring de Deloitte où il a été promu associé.

Il intervient depuis 2007 sur des dossiers de restructuration parmi les plus importants de la place, en particulier en France (CIRI, Médiation du Crédit ou dans le cadre de conciliations) et sur certains dossiers à l'étranger.

Il est diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux et titulaire d'un MS de l'ESCP.



## **Laurence Augoyard** **Directeur Général d'Altares**

Laurence a commencé sa carrière au sein de PriceWaterhouseCoopers, département audit. Après 4 ans, elle s'installe à Hong Kong en tant que Responsable Financier d'une société de trading chinoise, puis prend la direction financière régionale du groupe de luxe français Hermès.

Au bout de 7 ans passés en Asie, elle choisit de revenir en France et prend la direction générale d'un fonds familial spécialisé dans la mode, le luxe, et les medias. Elle intervient sur le repositionnement stratégique des sociétés du portefeuille et le développement, notamment international.

Après un passage aux Etats-Unis pour suivre un MBA, elle rejoint un cabinet de conseil expert en performance commerciale et conduite du changement.

Aujourd'hui Directrice Générale de la société Altares Dun & Bradstreet, elle contribue au repositionnement stratégique de l'entreprise.

Elle est diplômée de Sciences-Po Paris et titulaire d'un MBA de l'Université de Chicago.



## **Thierry Million** **Directeur des études d'Altares**

Thierry Million est un spécialiste des données BtoB. En tant que directeur des études chez Altares, il possède une connaissance pointue sur l'univers des entreprises, allant des sociétés du CAC 40 jusqu'aux TPE.

Véritable baromètre de la santé financière des entreprises, les études trimestrielles d'Altares analysent les comportements de paiement et les défaillances d'entreprises. Ces études mettent en exergue les grandes tendances sectorielles en replaçant les entreprises au cœur de leur environnement économique et financier. Thierry Million intervient chaque année dans le cadre de ses missions comme expert et conseil auprès de nombreuses organisations professionnelles, d'organismes publics et de medias.

Diplômé en Administration Economique et Sociale, Thierry Million a participé à la création d'une des premières bases de données sur les entreprises dès la fin des années 80 avant d'intégrer le groupe Dun & Bradstreet et installer un pôle études en France puis en Europe. Thierry a rejoint Altares en 2005.

# Contacts

# Contacts presse

## Relations presse Deloitte

Sarah Panchbhaya  
+ 33 (0)1 55 61 48 65  
spanchbhaya@deloitte.fr

## Agence Rumeur Publique

Benjamin Sasu  
+ 33 (0)1 55 74 52 37  
benjamin@rumeurpublique.fr



Deloitte fait référence à un ou plusieurs cabinets membres de Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société de droit anglais (« private company limited by guarantee »), et à son réseau de cabinets membres constitués en entités indépendantes et juridiquement distinctes. Pour en savoir plus sur la structure légale de Deloitte Touche Tohmatsu Limited et de ses cabinets membres, consulter [www.deloitte.com/about](http://www.deloitte.com/about). En France, Deloitte SA est le cabinet membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited, et les services professionnels sont rendus par ses filiales et ses affiliés.

Deloitte fournit des services professionnels dans les domaines de l'audit, de la fiscalité, du consulting et du financial advisory, à ses clients des secteurs public ou privé, de toutes tailles et de toutes activités. Fort d'un réseau de firmes membres dans plus de 150 pays, Deloitte allie des compétences de niveau international à des expertises locales pointues, afin d'accompagner ses clients dans leur développement partout où ils opèrent. Nos 200 000 professionnels sont animés par un objectif commun, faire de Deloitte la référence en matière d'excellence de service.

En France, Deloitte mobilise un ensemble de compétences diversifiées pour répondre aux enjeux de ses clients, de toutes tailles et de tous secteurs – des grandes entreprises multinationales aux microentreprises locales, en passant par les entreprises moyennes. Fort de l'expertise de ses 7 950 collaborateurs et associés, Deloitte en France est un acteur de référence en audit et risk services, consulting, financial advisory, juridique & fiscal et expertise comptable, dans le cadre d'une offre pluridisciplinaire et de principes d'action en phase avec les exigences de notre environnement.